



**UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR**

REVUE DE PRESSE

**Éducation
Enseignement
Supérieur**

RP
09 au 14
Février
2026

Ucad : reprise des cours et suspension des amicales d'étudiants



Le conseil académique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a décidé d'assurer la continuité des activités pédagogiques et scientifiques, dans le respect du processus de normalisation du calendrier universitaire, et de suspendre, à titre conservatoire et jusqu'à nouvel ordre, les amicales d'étudiants. L'annonce a été faite jeudi, à travers un communiqué.

Le Conseil académique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) s'est réuni en urgence ce mercredi 11 février 2026, sous la présidence du Recteur, le Professeur Alioune Badara Kandji.

Saisi de l'unique point inscrit à l'ordre du jour, relatif à la situation sécuritaire, le Conseil a examiné les incidents survenus le lundi 9 février 2026 au sein du campus social de l'UCAD, à l'issue desquels l'étudiant Abdoulaye BA, inscrit en deuxième année de licence en Médecine, a perdu la vie.

« Après avoir réaffirmé son attachement indéfectible à la sécurité des personnes et à la préservation des biens dans l'espace universitaire, et après en avoir délibéré, le conseil a décidé d'assurer la continuité des activités pédagogiques et scientifiques, dans le respect du processus de normalisation du calendrier universitaire, et de suspendre, à titre conservatoire et jusqu'à nouvel ordre, les amicales d'étudiants », renseigne le document publié à l'issue de leur réunion.

Parmi les mesures prises, il est indiqué la mise en place d'un comité ad hoc chargé de formuler des propositions relatives aux modalités de représentation des étudiants au sein des instances universitaires. Il est également prévu d'instituer des cellules d'écoute destinées à accompagner les différentes composantes de l'Ucad (étudiants, PER et PATS).

Sur ce, le Conseil académique réitère son engagement en faveur de « la manifestation de la vérité et du respect des principes » qui fondent l'institution universitaire.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/ucad-reprise-des-cours-et-suspension-des-amicales-detudiants/>

NATIONALE

Un Isep Industries de 9 milliards FCFA pour valoriser le potentiel de Bandafassi



Dans le programme pour l'équité territoriale, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a posé la première pierre de l'Institut supérieur d'enseignement professionnel (Isep) Industries de Bandafassi. D'un coût de 9 milliards de FCfa, cet établissement de formation professionnelle qui sera bâtie sur une superficie de 20 hectares, vise à favoriser l'exploitation des potentialités économiques de la zone.

Après Salémata, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, s'est rendu à Bandafassi. Dans cette localité, il a procédé à la pose de la première pierre de l'Institut supérieur d'enseignement professionnel (Isep) Industries. L'établissement aura pour vocation de déployer des formations, des unités industrielles de production, avec un système de financement et de suivi de l'insertion professionnelle. L'idée est de développer davantage l'enseignement supérieur, mais également de faire de l'employabilité une réalité dans la zone. Les filières et secteurs concernés sont les mines, les ressources naturelles, l'agriculture biologique, la foresterie, l'élevage, l'écotourisme et l'hôtellerie. Le programme prévoit également la mise en place de petites unités industrielles d'assemblage et de valorisation de systèmes solaires.

Implantée sur une assiette foncière de 20 hectares, cette Isep représente un investissement de 9 milliards de FCfa. Pour le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, ce projet s'inscrit en droite ligne de la doctrine de territorialisation des politiques publiques, qui vise à garantir la justice et l'équité. Il y voit également un levier pour développer l'économie sociale et solidaire et réduire la pauvreté. « Dans le déploiement du savoir et de la formation professionnelle, l'année 2026 a été déclarée année de l'économie sociale et solidaire, mais aussi l'année de la jeunesse. Quand on parle d'économie sociale et solidaire, on parle de formation et d'auto-emploi. On pense également au financement et à la transformation des produits générés dans les différents territoires.

L'isep de Bandafassi répond à ce besoin d'articulation entre les ressources des terroirs, la formation, l'insertion professionnelle et l'auto-emploi », a souligné le chef de l'État. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre le programme afin d'étendre ses bienfaits sur l'ensemble du territoire national. « Nous encourageons le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en rapport avec ses services, à poursuivre cette dynamique avec les huit nouveaux Isep prévus dans les différentes localités sélectionnées », a-t-il ajouté.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/enseignement-professionnel-une-isep-industries-de-9-milliards-fcfa-pour-valoriser-le-potentiel-de-bandafassi/>

Pour un nouveau modèle pédagogique des programmes d'enseignement dans les universités



Le Sénégal a fait de l'éducation et de la formation des piliers stratégiques de son développement. L'enseignement supérieur constitue un levier fondamental du développement économique, social et culturel du Sénégal. À travers ses universités publiques et privées, le pays forme chaque année des milliers de diplômés. Au Sénégal comme ailleurs, les universités africaines sont aujourd'hui confrontées à de profonds défis : massification des effectifs, inadéquation entre formation et emploi, insuffisance de l'innovation et faible connexion avec les réalités économiques et sociales.

Le système actuel demeure largement fondé sur une logique de transmission verticale du savoir, dominée par l'enseignement magistral et la mémorisation. Cette approche limite le développement de l'esprit critique, de la créativité et de la capacité des étudiants à résoudre les problèmes concrets de leurs communautés.

Actuellement, on note une augmentation significative du nombre d'étudiants dans toutes les facultés entraînant ainsi une saturation des infrastructures, des amphithéâtres surchargés et une faible interaction entre étudiants et enseignants. Cette situation rend difficile un enseignement optimal et explique la pédagogie majoritairement magistrale avec peu de travaux pratiques. Les faiblesses notées dans le système universitaire actuel avec une forte inadéquation formation-emploi entraînent une démotivation des étudiants et du corps enseignant et une baisse du niveau académique.

À terme, le chômage et le sous-emploi des diplômés deviennent alors la règle. Ces insuffisances et ces résultats peu satisfaisants expliquent les limites du modèle d'enseignement actuel dans nos universités. Il devient donc urgent de repenser en profondeur les programmes d'enseignement afin de former une nouvelle génération de diplômés compétents, innovants, responsables et capables de contribuer activement au développement durable de nos pays. En somme, il faut aller « Vers un nouveau modèle d'enseignement dans nos universités ». Il devient donc nécessaire d'engager une transformation profonde des programmes d'enseignement afin de les aligner sur les priorités nationales de développement.

<https://lesoleil.sn/opinions/point-de-vue/pour-un-nouveau-modele-pedagogique-des-programmes-denseignement-dans-les-universites-et-des-instituts-superieurs-de-formation-au-senegal-par-professeur-papa-salif-sow/>

Crise universitaire : l'État ne doit aucun arriéré de bourse aux étudiants (ministre)



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Daouda Ngom a soutenu mardi à Dakar que l'État du Sénégal "ne doit aucun arriéré de bourses" aux étudiants, admettant toutefois une "incompréhension" entre les étudiants et l'administration. "Je dois l'admettre. Il y a eu peut-être une incompréhension entre les étudiants et l'administration, parce que depuis l'année académique, les bourses sont régulièrement payées le 5 de chaque mois. A ce jour l'État ne doit aucun arriéré de bourse aux étudiants", a-t-il révélé.

Il s'exprimait au cours d'un point de presse organisé par le gouvernement en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, du ministre des Forces armées, du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, ainsi que de la porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye.

L'étudiant Abdoulaye Ba a trouvé la mort lundi dans des échauffourées avec les forces de l'ordre, survenues dans l'enceinte de l'université, sur l'avenue Cheikh-Anta-Diop et la corniche ouest de Dakar. Les étudiants dénoncent la fermeture de restaurants universitaires et une réforme relative aux bourses d'études. Des étudiants d'autres universités publiques sénégalaises protestent contre des mesures similaires, à Saint-Louis (nord), Thiès (ouest) et Ziguinchor (sud).

"Le point d'achoppement est que dans le cadre des réformes enclenchées par notre département, il a été décidé de faire coïncider la durée d'obtention de la bourse au temps de présence effectif de l'étudiant dans les universités", a expliqué Daouda Ngom.

"L'étudiant commence à percevoir sa bourse à compter de sa date d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur. Mais en tout état de cause, il ne sera pas lésé, parce qu'il pourra avoir 12 mois de bourse par an", a poursuivi le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Il a mis en avant la nécessité d'arrimer le calendrier académique au calendrier des bourses. "C'est pourquoi il est difficile de comprendre que les étudiants décident de se restaurer sans payer les tickets de restauration subventionnés à 90% par l'État", a-t-il regretté.

<https://aps.sn/crise-universitaire-letat-ne-doit-aucun-arriere-de-bourse-aux-etudiants-ministre/>



Frais universitaires : le ministre juge « légitime » une hausse pour les étudiants français, sans vouloir l'appliquer

Un sujet inflammable. Le ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste a estimé mercredi qu'augmenter les frais d'inscription à l'université pour les étudiants français « à un niveau soutenable » était un « débat légitime », dans un contexte de difficultés financières des établissements. « S'agissant spécifiquement des frais d'inscription des étudiants français, la question de les augmenter à un niveau soutenable en fonction du coût réel des formations est un débat légitime qui a été soulevé par plusieurs présidents d'universités », a déclaré Philippe Baptiste au Sénat.

Il a en revanche soutenu ne pas pouvoir « mettre en place une telle réforme à court terme, car les conditions ne sont pas réunies à ce jour ». « Cette décision ne peut pas être prise sans en apprécier pleinement l'impact et sans un débat largement partagé », a-t-il ajouté. Le ministère a lancé en janvier des assises du financement des universités, coprésidées par Jérôme Fournel, inspecteur général des finances et ex-directeur de cabinet de l'ancien Premier ministre Michel Barnier et Gilles Roussel, président de l'université Gustave Eiffel.

Ils doivent présenter, d'ici à l'été, « des scénarios et orientations stratégiques » pour les universités qui soient « compatibles avec la trajectoire de redressement des finances publiques », selon leur lettre de mission.

Au cours de leurs travaux, ils devront évaluer « toutes les perspectives de moyen et long terme sur les ressources propres, incluant les contrats privés, les financements extérieurs, les droits d'inscription, etc. », écrivent dans leur lettre du 8 janvier Philippe Baptiste et la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin.

Les deux coprésidents doivent rencontrer, entre autres, les syndicats, les organisations étudiantes et l'association rassemblant les dirigeants d'établissements d'enseignement supérieur France universités. Après un « état des lieux » de la situation financière des universités, ils doivent analyser les « leviers de professionnalisation de la gestion universitaire », en lien avec la « réduction du fardeau bureaucratique ».

<https://www.leparisien.fr/etudiant/frais-universitaires-le-ministre-juge-legitime-une-hausse-pour-les-etudiants-francais-sans-vouloir-lappliquer-TRAXE6YOEBSX A3M6WPJ4RLN44.php>

INTERNATIONALE

L'aspiration à une « cité universitaire » à l'ère du savoir



Les universités de la ville intègrent activement les technologies dans leurs méthodes d'enseignement et d'apprentissage. Sur la photo : séance de travaux pratiques d'étudiants à l'Université de Technologie (Université de Da Nang). Dans le contexte de la promotion du développement scientifique et technologique et de l'innovation, l'aspiration à faire de Da Nang une « ville universitaire » n'est plus une idée lointaine, mais réunit désormais les conditions propices pour devenir une réalité.

Depuis de nombreuses années, Da Nang est reconnue comme une « ville où il fait bon vivre » et une « ville intelligente ». Cependant, à l'ère de l'économie du savoir et de la transformation numérique, être simplement « agréable à vivre » et « intelligente » ne suffit plus. En réalité, ces dernières années ont montré que, malgré de nombreux succès et les distinctions obtenues, le rythme de développement de Da Nang n'a pas été à la hauteur des attentes.

D'après les statistiques de la ville de Da Nang, en 2025, son PIB régional se classera au 13e rang sur 34 localités, et son PIB par habitant au 10e rang sur 34 provinces et villes du pays, la maintenant ainsi parmi les localités affichant un revenu moyen relativement élevé. Partout dans le monde, les villes qui aspirent à une meilleure position doivent répondre à la question suivante : quels sont les moteurs de leur développement à long terme ?

Le développement rapide et durable, fondé principalement sur la science et la technologie, l'innovation, la transformation numérique et des ressources humaines hautement qualifiées, constitue la stratégie centrale du Vietnam, concrétisée par des résolutions du Politburo telles que les résolutions 57-NQ/TW et 71-NQ/TW. Cet esprit démontre que l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ne sont plus de simples domaines d'appui, mais sont devenus des piliers de la stratégie nationale de développement.

Des enseignants d'écoles affiliées à l'Université de Da Nang participent à une formation visant à approfondir leurs connaissances en circuits intégrés semi-conducteurs. L'expérience internationale montre que, parallèlement aux centres politiques, économiques ou financiers, souvent les capitales, les « villes universitaires » jouent un rôle particulièrement important et unique.

<https://www.vietnam.vn/fr/khat-vong-thanh-pho-dai-hoc-trong-ky-nguyen-tri-thuc>

Comment devenir formateur de modèles IA, un métier porteur en plein essor



Alors que 60 % des entreprises ont déjà adopté l'IA et que beaucoup d'autres prévoient de le faire bientôt, le rôle de formateur de modèles IA devient incontournable pour garantir la fiabilité et la performance des systèmes, offrant de réelles opportunités aux talents du monde entier.

Le formateur de modèles d'intelligence artificielle joue un rôle clé dans l'apprentissage des systèmes numériques. Il prépare et annote les données, évalue les réponses des modèles, corrige les erreurs et optimise leurs performances pour qu'elles soient pertinentes et fiables. Il identifie également les biais, veille à la qualité des résultats et collabore avec les équipes techniques pour adapter les modèles aux besoins spécifiques des entreprises.

Selon une analyse mondiale publiée en décembre 2025 sur ElectrolQ, les emplois liés à l'IA ont connu une forte progression, avec plus de 280 000 nouveaux postes aux États-Unis et plus de 850 000 en Europe, traduisant une demande accrue de talents capables de superviser et d'améliorer les systèmes intelligents. En Afrique, la tendance est similaire, soulignant le besoin croissant de professionnels qualifiés pour rendre l'IA plus efficace et fiable.

Dans les pays occidentaux, l'adoption des technologies intelligentes continue de générer de nouvelles opportunités. En Amérique du Nord, le marché de l'emploi lié à l'IA a progressé de plus de 24 % en 2025, signe que les entreprises continuent d'investir dans les compétences humaines nécessaires pour encadrer l'IA.

Cette dynamique se reflète également dans les rémunérations. Un formateur de modèles expérimenté peut atteindre ou dépasser 70 000 dollars par an aux États-Unis, avec des salaires encore plus élevés selon la spécialisation et l'expérience. Dans un rapport publié l'année dernière, PricewaterhouseCoopers (PwC) indique que l'écart de rémunération entre les compétences en IA et les compétences classiques s'est accentué, et que les professionnels maîtrisant ces technologies gagnent nettement plus que leurs pairs.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/1302-135770-comment-devenir-formateur-de-modeles-ia-un-metier-porteur-en-plein-essor>

Voici les 5 meilleures universités d'Afrique de l'Ouest en 2026, selon le Times Higher Education



L'Afrique, en général, et l'Afrique de l'Ouest, en particulier, comptent aujourd'hui plusieurs établissements d'enseignement supérieur reconnus comme des références. Longtemps peu visibles dans les grands classements internationaux, certaines universités ouest-africaines figurent désormais parmi celles qui comptent, grâce à des performances solides en matière de recherche, de formation et d'ouverture internationale. Le classement 2026 du Times Higher Education, relayé par Business Insider Africa, confirme cette progression en identifiant cinq institutions qui dominent l'espace universitaire ouest-africain.

La première place du classement ouest-africain revient à Université de Cape Coast. L'établissement ghanéen s'impose non seulement comme la meilleure université du pays, mais aussi comme la référence régionale selon les indicateurs du Times Higher Education 2026. Son score global, situé dans la tranche 35,5-38,9, repose sur une performance remarquable en qualité de la recherche, où elle atteint l'un des meilleurs niveaux au monde en matière d'influence scientifique.

Au-delà des chiffres, l'université se distingue par une offre académique structurée autour de cinq grands pôles, couvrant aussi bien les sciences de la santé que l'agriculture, l'éducation ou les sciences humaines. Sa situation géographique, à proximité immédiate de l'océan Atlantique, contribue à son attractivité, sans constituer un critère d'évaluation. Ce sont bien la production scientifique et l'ouverture internationale qui expliquent sa position dominante.

Derrière Cape Coast, le Nigeria place deux universités dans le trio de tête. Université d'Ibadan, doyenne de l'enseignement supérieur nigérian, occupe la deuxième place régionale. Fondée en 1932, elle conserve un poids académique important, notamment grâce à la taille et à la vitalité de son école doctorale, l'une des plus importantes du continent africain. Ses résultats traduisent une forte qualité de la recherche et un bon niveau d'enseignement, malgré un environnement de recherche plus contrasté.

La troisième position est occupée par Université de Lagos. Créée au début des années 1960, cette université publique affiche des scores élevés en qualité de la recherche et en perspectives internationales.

<https://lanouvelletribune.info/2026/02/voici-les-5-meilleures-universites-dafrique-de-louest-en-2026-selon-le-times-higher-education-2026/>